

Convention collective départementale

IDCC : 923. – **MÉTALLURGIE**
(CHARENTE-MARITIME)
(27 décembre 1976)

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2009
NOR : *ASET0950423M*
IDCC : 923

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus par l'avenant du 19 avril 1991 conclu entre l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Charente-Maritime (UIMM 17) et les syndicats CFDT et FO des métaux de la Charente-Maritime sont fixés pour l'année 2008 par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituant la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Le présent barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Article 2

La valeur du point qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est fixée à compter du 1^{er} janvier 2009 à 5,10 €.

Le barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2009 est annexé au présent avenant.

Ce barème tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers (5 %) et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier (7 %) prévues par la convention collective de la métallurgie du département de la Charente-Maritime.

Pour le calcul de la prime d'ancienneté, en cas de réduction de la durée du travail résultant de la loi du 13 juin 1998 ou de la loi du 19 janvier 2000, l'application du nouveau barème des rémunérations minimales hiérarchiques base 35 heures ne pourra, pour les bénéficiaires d'une prime d'ancienneté à la date de la signature du présent accord, entraîner une baisse de ladite prime d'ancienneté. Cette disposition ne s'applique pas aux entreprises ayant déjà, lors du passage à 35 heures, opéré pour la prime d'ancienneté une compensation financière quelle qu'en soit la forme.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction du travail et de l'emploi de la Charente-Maritime ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 19 décembre 2008.

Organisation patronale :

UIMM de la Charente-Maritime.

Syndicats de salariés :

Syndicat des métaux de la Charente-Maritime FO ;

Syndicat des métaux de la Charente-Maritime CFE-CGC.

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point : 5,10 € au 1^{er} janvier 2009

Base 35 heures, soit 151,67 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	OUVRIERS		ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	1	714,00	714,00	
	2	145	2	739,50	739,50	
	3	155	3	790,50	790,50	
II	1	170	P 1	867,00	867,00	
	2	180			918,00	
	3	190	P 2	969,00	969,00	
III	1	215	P 3	1 096,50	1 096,50	AM 1 1 096,50
	2	225			1 147,50	
	3	240	TA 1	1 224,00	1 224,00	AM 2 1 224,00
IV	1	255	TA 2	1 300,50	1 300,50	AM 3 1 300,50
	2	270	TA 3	1 377,00	1 377,00	
	3	285	TA 4	1 453,50	1 453,50	AM 4 1 453,50
V	1	305			1 555,50	AM 5 1 555,50
	2	335			1 708,50	AM 6 1 708,50
	3	365			1 861,50	AM 7 1 861,50
	4	395			2 014,50	AM 8 2 014,50

Conformément à l'article 3 de l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980, modifiant le protocole d'accord de septembre 1974 dans la convention collective, les agents de maîtrise bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise est le suivant :

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
	1	215	1 096,50	76,76	1 173,26
	3	240	1 224,00	85,68	1 309,68
	1	255	1 300,50	91,04	1 391,54
	3	285	1 453,50	101,75	1 555,25
V	1	305	1 555,50	108,89	1 664,39
	2	335	1 708,50	119,60	1 828,10
	3	365	1 861,50	130,31	1 991,81
	4	395	2 014,50	141,02	2 155,52

Conformément à l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier, relatif à des garanties applicables aux ouvriers dans la convention collective, les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, selon le barème suivant :

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
I	1	140	714,00	35,70	749,70
	2	145	739,50	36,98	776,48
	3	155	790,50	39,53	830,03
II	1	170	867,00	43,35	910,35
	2	180			
	3	190	969,00	48,45	1 017,45
III	1	215	1 096,50	54,83	1 151,33
	2	225			
	3	240	1 224,00	61,20	1 285,20
IV	1	255	1 300,50	65,03	1 365,53
	2	270	1 377,00	68,85	1 445,85
	3	285	1 453,50	72,68	1 526,18